

Vive la France !!!

Pour une France Libre et Indépendante

La Lettre de l'Union Pour la France

OUI BOYCOTTER L'EUROPE EST UNE NECESSITE



Dans ce numéro :

Sommaire :

• **Oui boycotter l'Europe est une nécessité**

Page 1

• **Un mécontentement croissant et justifié**

Page 2

• **Bouleversement géopolitique majeur**

Page 3



Par C. Bugeau
Secrétaire National
Provisoire de l'UPF

Un appel à boycotter des élections entraîne forcément des réactions et elles sont à la fois vives et variées. Certains comprennent et approuvent, d'autres nous opposent la nécessité de respecter la démocratie et donc le devoir de participer à une élection lorsque cette dernière a lieu. Alors, rappelons certaines réalités.

L'Union Européenne n'est pas un Etat. Le Traité Constitutionnel a été rejeté par les Français et les Néerlandais en 2009. Le Traité de Barcelone qui doit le remplacer à l'identique n'est pas encore entré en vigueur. Seul un Etat forme le cadre nécessaire pour l'expression de la démocratie : l'Europe est un concept géographique, il n'y a pas de Peuple Européen. De fait, il ne peut y avoir de démocratie européenne.

Nous maintenons que cette élection et l'Europe elle-même est désormais anti-démocratique : elle est illégitime, illégale, inconstitutionnelle.

L'Union Européenne agit de manière illégitime en imposant aux peuples des Etats membres un cadre qu'ils ont rejeté : le NON à la Constitution Européenne en France et aux Pays-Bas a eu pour seul effet d'amener à l'élaboration du traité de Barcelone qui reprend la quasi-totalité de la Constitution Européenne.

Il s'agit donc d'un déni pur et simple des règles démocratiques : le peuple n'est plus considéré comme le Souverain. Il ne décide plus de son avenir. **Ceci viole**

allègrement la charte des Nations Unis qui proclame dans son article 2 le Droit des Peuples à décider d'eux-mêmes

L'Union Européenne agit de manière illégale en tentant de mettre en place des structures (poste de ministre des affaires étrangères) ou des mesures qui étaient prévues par la Constitution Européenne ou par le traité de Barcelone. Ceci prouve qu'elle agit comme si le traité de Barcelone était déjà entré en vigueur, ce qui n'est pas le cas. **Les européens sont prêts à marcher sur la tête de tous ceux qui leur sont opposés** et à pratiquer la politique du fait accompli. L'Union Européenne viole le Droit si cela lui est favorable et sans regrets.

L'Union Européenne agit de manière inconstitutionnelle en contournant les règles de Droit des Etats membres. Elle le fait depuis longtemps en considérant que toute règle européenne, y compris une simple directive est supérieure aux lois internes. Mais l'on atteint désormais le comble du déni de la Souveraineté des Peuples, lorsque pour préserver son pouvoir, l'Union Européenne décide de passer en force : elle le fait en Irlande en faisant revoter les Irlandais, elle l'a fait en France en faisant avaliser le traité de Barcelone par le **Conseil Constitutionnel qui a dû entériner le fait que l'Union ne mettait pas en danger l'Indépendance de la Nation**, elle le fait en Allemagne où la Cour de Karlsruhe connaît là- aussi que ce Traité n'entraîne pas de perte de souveraineté importante.

Pour ces trois raisons, l'Europe aujourd'hui doit être contestée dans son principe et cet appel au

Boycott est avant tout le moyen de dénoncer ce qui est devenu un **totalitarisme mou**. Les Européistes dénie à quiconque le droit de contester l'Union Européenne. Nous, nous reprenons ce droit et nous comptons bien le mettre en avant. Certains nous ont aussi opposé le fait qu'en ne participant pas nous « aiderions » les européens à gagner des sièges. C'est probable, mais au vu du nombre de sièges dont disposent l'UMP et le PS à l'Assemblée, au Sénat, dans les Conseils Généraux, dans les Conseils Régionaux ... ce ne sont pas ces quelques places supplémentaires de Députés Européens qui changeront la face du monde.

Quant à l'argument selon lequel les partis « patriotes » perdraient ainsi le moyen de se tenir au courant de ce qui se trame à Bruxelles, il n'est qu'en partie pertinent car les nouveautés bruxelloises restent rarement secrètes très longtemps et l'on est toujours en situation de pouvoir dénoncer ces initiatives, à défaut de pouvoir les empêcher. Aussi, nous maintenons plus que jamais cet appel au Boycott. D'autant plus que les nouvelles qui parviennent de cette campagne prouvent que l'initiative de M. Declan Ganley d'un label commun sous l'étiquette Libertas semble de plus en plus être une initiative destinée à « encadrer » les différents mouvements « Patriotes » d'Europe afin de les mettre au service de la cause pro-européenne. Encore une fois, nos adversaires prouvent ainsi qu'ils sont capables de toutes les fourberies pour arriver à leurs fins. Ceci ne peut que nous encourager à dénoncer ces élections et les institutions quelles sont censées cautionner.

UN MECONTENEMENT CROISSANT ET JUSTIFIE

Les manifestations du 19 mars ont été un succès pour les organisations syndicales qui pour une fois avaient réussi à s'unir. Les manifestants furent nombreux : 1,2 Millions pour la police et 3 Millions pour les syndicats. Dans un cas, comme dans l'autre, il s'agit d'une forte mobilisation, associant là-aussi, ce n'est pas si coutumier, le Public et le Privé.

Ceci prouve que la grogne est forte : les Français sont mécontents, du fait de la crise mais aussi de son traitement par le gouvernement. La crise est grave et elle est traitée à la légère.

Les Français qui sont loin d'être idiots se rendent bien compte de la situation et contrairement au pouvoir politique qui utilise la méthode Coué, ils sont conscients que des mesures fortes sont nécessaires.

La tourmente qui secoue le monde est probablement sans précédent depuis la crise de 1929, les derniers chiffres prévisionnels de croissance sont tels qu'il faut souhaiter qu'il s'agisse d'erreurs. Avec une baisse du PIB de 4,3 % en France, de 5,5 % en Allemagne et aux Etats-Unis, de 7% au Japon, le monde s'achemine directement, non plus vers une récession, mais vers une grave dépression dont il

sera difficile de sortir.

Le chômage explose lui-aussi : 200 000 chômeurs en Espagne en janvier, 90 000 en France... Les prévisions du gouvernement qui table pour 2009 sur 300 000 chômeurs de plus sont hautement fantaisistes. Et les Français le savent ! Ils ne peuvent ignorer les cortèges de licenciements, les annonces continuelles de fermetures d'usines, et leurs voisins qui perdent leur emploi.

Les Français avaient crut N. Sarkozy qui avait promis lors de la présidentielle des emplois et un salaire décent. La déception est à la hauteur de l'attente. Les salaires sont bloqués quant ils ne baissent pas du fait du chômage technique. Quant aux impôts, les seuls à baisser sont ceux de la minorité de Français qui appartiennent aux tranches les plus aisés.

Or, quelle est la réponse du gouvernement à ces angoisses croissantes : attendons de voir venir ! La relance est déjà lancée ! La reprise est au coin de la rue ! (de M. Hoover Président des Etats-Unis en 1929).

En résumé, le gouvernement a dépensé des sommes faramineuses pour sauver les banques (il était sûrement possible de

les sauver sans dépenser autant mais cela aurait entraîné des pertes réelles pour les actionnaires), mais il n'est pas question de relancer l'économie en augmentant encore plus la dette.

Malheureusement, malgré la baisse des taux d'intérêt de la BCE et la faible relance française, l'économie ne repartira pas facilement et ignorer le problème n'est certes pas la bonne solution.

Le résultat de ce mépris gouvernemental à l'égard des attentes populaires sera sûrement une prochaine manifestation, ce qui est peu grave. Mais l'on peut parier que ce ne sera qu'un début : l'exemple de la Guadeloupe a créé un précédent.

Et les délocalisations, les fermetures d'usines, le chômage partiel ne faisant que s'aggraver amèneront sûrement à de plus fortes protestations.

Le Gouvernement devrait s'en rendre compte : ignorer les aspirations et les angoisses populaires quand on ne bénéficie que d'une faible légitimité (ce qui est le cas de la classe politique française) peut s'avérer fort dangereux à long terme.

«Ceci prouve que la grogne est forte : les Français sont mécontents, du fait de la crise mais aussi de son traitement par le gouvernement. La crise est grave et elle est traitée à la légère.»

BOULEVERSEMENT GEOPOLITIQUE MAJEUR

La crise qui se développe aujourd'hui va avoir de grandes conséquences à l'avenir. Car, à n'en pas douter, les rapports de forces et les tensions qui vont en résulter entre grands Etats vont bouleverser la donne.

Les Etats-Unis seront les plus touchés : l'effondrement du dollar est désormais quasi-certain, car la création monétaire nécessaire au financement du déficit est énorme et les Chinois comme les Japonais ont cessé d'acheter des bons du trésor.

La conséquence pour les Etats-Unis est claire : ils ne seront plus en mesure de financer leurs guerres extérieures et un retrait rapide d'Afghanistan et d'Irak est probable. De même, les nombreuses bases américaines à l'étranger ne seront bientôt plus qu'un souvenir. La capacité d'action des Etats-Unis (et leur influence) va donc fortement diminuer entraînant dans certaines zones un vide stratégique notamment au Moyen-Orient, en Europe et en Asie de l'Est.

Ce n'est pas la fin des Etats-Unis, mais c'est un probable retour à un certain isolationnisme. Ils ne seront plus que la première des grandes puissances et non une super-puissance. Avant que la Chine ne prenne leur place ?

Car la montée en puissance des nouveaux Etats industriels est le deuxième chapitre important de ces conséquences géopolitiques.

La Chine, elle aussi, est touchée et fortement. Mais les Chinois ont compris qu'ils ne pourraient plus exporter massivement vers leur client préféré et ont mis en place un énorme plan de relance (autant qu'aux Etats-Unis, 800 Milliards de dollars, mais sur 2 ans).

Ce qui est parfaitement logique : les Chinois doivent désormais compter sur leur marché intérieur et augmenter le salaire de leurs ouvriers, afin d'écouler leurs produits. La croissance chinoise sera plus faible ; mais comment peut-on comparer avec les Etats-

Unis dont le PIB va probablement diminuer de 10 à 15 % ?

Mais d'autres Etats font preuve d'une assurance nouvelle. On l'a très bien vu l'été dernier : la Russie a été particulièrement prompte à agir en Géorgie. Or, autant l'on peut désapprouver la volonté de Washington d'agrandir l'OTAN y compris aux frontières de la Russie, l'on ne peut néanmoins accepter que Moscou attaque de cette manière un Etat souverain.

Car, à n'en pas douter, la nouvelle Russie aura une forte influence en Europe à compter du moment où les Etats-Unis y seront beaucoup moins présents.

D'autres grandes Nations émergent à leur tour : l'Inde bien sûr dont la puissance en Asie du Sud se fera de plus en plus sentir. Mais aussi, le Brésil dont l'influence est croissante en Amérique du Sud, et dont le président Lula da Silva se verrait bien jouer le rôle de tête de file régional.

Quelle sera dans ce nouveau monde la place des Etats Européens et de la France en particulier ?

Il nous faut tout d'abord sortir de cette idée euroéo-européenne que le monde se limite au vieux continent. Nous devons engager un dialogue à la fois actif et ferme avec ces nouvelles puissances.

Certaines d'entre elles ont des ambitions qui doivent être contenues ! Il nous faudra aussi apprendre à nouveau à agir seul ou en coopération avec d'autres Etats Européens mais sans compter sur les Etats-Unis.

Nos dirigeants ne sont que trop enclins à se reposer sur le grand frère américain et à se mettre à son service. Ce temps-là est révolu : nous ne pouvons continuer à nous reposer sur un état en déclin dont les intérêts divergent fortement des nôtres.



La Lettre de l'Union Pour la France Libre et Indépendante

Union Pour la France
43 rue Ernest Renan
33 000 BORDEAUX

Téléphone : 05 56 79 38 51

Télécopie : 05 56 96 77 29

Messagerie : contact@u-p-f.org

Pour une France Libre et Indépendante !

Retrouvez-nous sur Internet :

[http:// www.u-p-f.org](http://www.u-p-f.org)

L'Union Pour la France se place résolument dans la lignée du Général de Gaulle, de Philippe Seguin et de Charles Pasqua.

Notre ambition est de rendre à la France la maîtrise de son Destin et de rendre aux Français la conduite des affaires de notre Pays.

Face à une Europe de plus en plus envahissante qui se donne pour objectif de régenter tout et tout de suite, il est encore temps d'agir et de réagir ! Comment faire ?

En pensant l'avenir, mais en pensant un autre avenir : nous devons avant tout être une force de propositions pour montrer à l'ensemble de nos concitoyens qu'une autre France est possible. Une France qui ne sera pas soumise aux turpitudes de la libéralisation sans fin et d'une Europe sans frontières. Une France où il sera à nouveau possible d'avoir un emploi sûr et de vivre décemment de son travail.

Une France où il sera à nouveau possible d'envisager demain sans penser que celui-ci sera pire qu'hier. Une France où chacun pourra se loger, être soigné et bénéficier d'une retraite décente.

Et pour cela l'UPF se doit d'avoir un vrai programme, c'est-à-dire un ensemble de propositions cohérentes répondant aux vraies préoccupations de nos concitoyens.

Ce dernier fera l'objet d'un large débat auquel tous pourront participer tout comme l'ensemble de nos membres.

Ensuite, en faisant de l'UPF un vrai Mouvement Politique, à part entière, Indépendant des autres partis Pro-Europe et Pro-Libéralisme. Il ne s'agit pas de créer un mouvement qui reste le satellite de tel ou tel parti et soit prêt à la première occasion à se rallier au premier ou au second tour.

Enfin, l'UPF se devra d'associer et d'impliquer largement ses membres et ses militants à l'élaboration de ses propositions, à la conception de sa stratégie et à ses prises de décisions. Et si vous aussi vous partagez notre opinion et souhaitez agir sur votre avenir et celui de la France, alors n'hésitez pas à nous contacter et à nous rejoindre.

Pourquoi un nouveau Mouvement ?

En cette nouvelle année 2008, il est temps de tirer certaines conséquences des dernières élections. Tout d'abord l'échec des partis favorables à l'Indépendance Nationale est patent.

A gauche, le MRC de Jean-Pierre Chevènement s'est directement rallié dès le premier tour au PS pour assurer la réélection de certains de ses membres.

A droite, le MPF de Philippe de Villiers et DLR de Nicolas Dupont-Aignan après une valse-hésitation ont choisi la même voie.

Ils ont soutenu au deuxième tour N. Sarkozy qui, dès cette époque, avait annoncé son intention de passer outre au référendum de 2005 et d'accepter par la voie parlementaire un « nouveau traité ». Des pressions ont eu lieu de la part de l'UMP, mais la principale raison de ces ralliements (après de

nombreuses critiques durant la campagne) c'est bien le besoin de faire réélire des députés.

Le résultat de cette stratégie : un manque de continuité et de crédibilité vis-à-vis de l'électorat que nous payons de faibles résultats aux élections alors que nos idées sont majoritaires chez nos concitoyens.

D'un autre côté, les mouvements indépendants se rallient trop souvent à ces chefs à qui l'on ne peut décidément faire confiance et ils manquent par trop d'organisation.

Alors quelle pourrait être la bonne stratégie ?

Celle de notre pire adversaire : François Bayrou. Celui-ci vient de faire 18 % des voix au premier tour de la Présidentielle (ce qui en

2002 le mettait deuxième devant Le Pen et Jospin). Certes il a perdu quasiment tous ses députés (par trahison), mais il a désormais un vrai parti (30 000 adhérents), de l'argent (grâce à l'aide publique) et une crédibilité certaine dans l'opinion.

La recette à adopter : Rester modéré (ça, nous pouvons le faire), être vraiment Indépendant (et ne plus se rallier à l'UMP à la première occasion), et avoir des propositions qui soient en rupture avec les partis européistes (c'est déjà le cas).

La recette marche, elle exige des sacrifices (probablement pas d'élus dans un premier temps) et elle nous permettra de constituer un vrai mouvement, capable à terme d'offrir un nouvel avenir à la France.

